Lutter pour partir ou pour rester ?

Licenciements et aide au retour des travailleurs immigrés dans le conflit Talbot, 1983-1984

Fighting to leave or to stay? Migrant workers, dismissals and financial assistance to go back to their native countries during the Talbot dispute, 1983-1984

Vincent Gay

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/travailemploi/6193>

DOI : 10.4000/travailemploi.6193

ISSN : 1775-416X

Éditeur

DARES - Ministère du Travail

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2014

Pagination : 37-50

ISSN : 0224-4365

Référence électronique

Vincent Gay, « Lutter pour partir ou pour rester ? », *Travail et Emploi* [En ligne], 137 | janvier-mars 2014, mis en ligne le 01 janvier 2016, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/travailemploi/6193> ; DOI : 10.4000/travailemploi.6193

Lutter pour partir ou pour rester ? Licenciements et aide au retour des travailleurs immigrés dans le conflit Talbot, 1983-1984

Vincent Gay(*)

La phase de restructurations dans l'industrie automobile à la fin des années 1970 et au début des années 1980 se traduit par une diminution massive des emplois les moins qualifiés. À l'usine Talbot de Poissy, la direction procède à des licenciements massifs, particulièrement en 1983, provoquant une grève d'un mois. Alors que le point de départ de celle-ci est le refus des licenciements, la défense de l'emploi et la survie de l'usine, l'épuisement de ces revendications conduit une partie des ouvriers spécialisés (OS) immigrés, premiers concernés par les licenciements, à réclamer une aide au retour dans leurs pays d'origine. Surgissant au milieu du conflit, cette demande oblige les différents protagonistes à se repositionner. Si les organisations syndicales sont, à des degrés divers, mal à l'aise avec une telle revendication, qui apparaît comme un renoncement à la lutte pour l'emploi, elles finissent pourtant par l'accepter. Le gouvernement de son côté y voit une opportunité ouvrant la voie à un nouveau dispositif d'aide au retour des travailleurs immigrés.

«Quelle image garder des événements Talbot ? [...] Des robots tentant de refouler des immigrés dans leur village d'origine⁽¹⁾ ?» En quelques mots, cet extrait d'une brochure syndicale consacrée au conflit de l'usine Talbot en 1983-1984 synthétise les enjeux qui sont au cœur de cet article.

Après une longue période d'expansion, rendue possible dans certaines usines par l'emploi massif d'ouvriers immigrés, cantonnés aux métiers les plus durs et les moins bien payés (PITTI, 2002), l'industrie automobile française traverse, à partir de la fin des années 1970, une crise et subit des restructurations profondes ; quel sort peut alors être réservé à la fraction la moins qualifiée du groupe ouvrier, et en particulier aux ouvriers spécialisés (OS) immigrés, face aux transformations du travail ? Le groupe PSA (Peugeot société anonyme) est particulièrement touché par les restructurations au début des années 1980, en premier lieu dans son usine Talbot à Poissy (Yvelines), où la direction souhaite se séparer d'une partie de ses ouvriers non qualifiés. Suite à l'annonce par PSA de 2 905 licenciements, une grève d'un mois secoue l'usine entre décembre 1983 et janvier 1984 et constitue un test d'importance pour différents acteurs : ouvriers et syndicalistes, direction de l'usine et gouvernement.

Étudier ces licenciements et la grève qu'ils provoquent nécessite de les situer dans un contexte industriel, social et politique général, mais aussi dans l'histoire et les spécificités de cette usine. Sans nous livrer à une analyse exhaustive du conflit, nous voudrions éclairer certains de ses enjeux à partir d'un fait : alors que la grève débute pour la défense de l'emploi et contre les licenciements, une nouvelle revendication émerge au bout de deux semaines, à savoir l'obtention d'une aide au retour dans leurs pays d'origine pour les ouvriers immigrés. Cette revendication n'est pas portée par les syndicats mais par un groupe d'OS immigrés grévistes, et oblige les organisations syndicales comme le gouvernement à réajuster leurs stratégies respectives. Plus qu'une simple revendication, cette demande peut être considérée comme un événement, au sens où elle produit des effets, des déplacements (BENSA, FASSIN, 2002) et doit être analysée tant dans ce qu'elle produit que dans ce qu'elle dit de la situation des travailleurs immigrés et de la perception de leur avenir. En effet, elle reconfigure en partie les enjeux du conflit, les positions des différents acteurs et les réponses à apporter aux licenciements, dès lors qu'ils concernent une fraction particulière du groupe ouvrier. D'autre part, est ici en jeu autant un problème propre au monde du travail – est-ce que les ouvriers peu qualifiés ont encore leur place dans une industrie automobile en mutation ? – qu'une question qui relève de l'État et de sa politique à l'égard des étrangers, puisqu'à travers les licenciements et l'aide au retour, c'est la légitimité de leur présence en France qui est interrogée. Après avoir

(*) Université d'Évry, Laboratoire LHEST-IDHES (Laboratoire d'histoire économique, sociale et des techniques-Institutions et dynamiques historiques de l'économie et de la société); gayvincent@wanadoo.fr

(1) «L'effet Talbot ou les raisons profondes d'un conflit», 1984, Archives interfédérales CFDT, versement 1B440.

évoqué le contexte économique, industriel et social de PSA et de l'usine Talbot, il s'agira donc d'analyser les effets de la demande d'aide au retour sur différents acteurs. Nous nous intéresserons d'abord à la manière dont les grévistes considèrent cette revendication : que dit-elle de leur appréhension de leur avenir professionnel, de leur avenir en France et du contexte social et économique auquel ils sont confrontés ? Comment le syndicalisme est-il bousculé et remis en question par une telle demande, qui semble tourner le dos à la lutte pour l'emploi ? Puis, nous examinerons en quoi cet événement constitue un effet d'aubaine pour le gouvernement, tenté de voir en l'aide au retour un recours efficace pour éviter la mise au chômage de centaines d'ouvriers. Nous centrerons notre étude essentiellement sur les réactions des grévistes, des syndicalistes et des représentants ou conseillers du gouvernement, mais une recherche exhaustive nécessiterait de prendre en compte d'autres protagonistes du conflit : salariés non-grévistes, ambassades des pays d'origine, en particulier marocaine, médias, associations d'immigrés, administrations d'État, et, bien entendu, les directions de PSA et de Talbot. Cet article s'appuie sur des archives de différentes natures : sources syndicales tirées de réunions internes, de comités d'entreprise ou du matériel militant des organisations, ainsi que des documents de cabinets ministériels⁽²⁾. Des entretiens avec des acteurs du conflit, anciens salariés et syndicalistes de Talbot, ainsi qu'avec un ancien conseiller du Premier ministre, complètent les sources écrites.

Talbot-Poissy : une usine marquée par l'immigration et le syndicalisme indépendant

Si l'usine de Talbot de Poissy est marquée, comme l'ensemble de la filière automobile, par une période de crise, celle-ci s'y manifeste d'une façon bien particulière étant donnée la composition de sa main-d'œuvre ; de la même manière, les formes que prend le conflit de 1983-1984 ne peuvent être comprises que si on le situe dans l'histoire sociale et syndicale de l'usine.

Un rapport consacré à la formation des OS de Talbot en 1983 permet d'avoir une description sociologique précise de l'usine⁽³⁾. Sur 16 000 salariés,

13 500 sont ouvriers ; environ 10 800 d'entre eux sont des ouvriers non qualifiés, alors que les OS représentent 42,2 % des salariés de l'automobile française. Ils travaillent en priorité dans des ateliers d'assemblage (39 % de l'effectif ouvrier total), d'emboutissage et ferrage (18 %), et de mécanique (8 %). Les étrangers composent 52,3 % de l'effectif ouvrier, contre 27,5 % sur l'ensemble du groupe PSA, et 25,8 % chez Renault. Si le nombre de nationalités parmi les ouvriers étrangers est important, les Marocains sont majoritaires (4 402, soit 58 % de la population étrangère), suivis des Algériens (792, soit 10 %), des Turcs (5 %), des Sénégalais (4,5 %), des Espagnols (4 %), des Portugais (4 %) et des Africains subsahariens. Sur l'ensemble du groupe ouvrier, 16,5 % ont moins de 30 ans ; 42,1 % ont entre 30 et 39 ans ; 28,8 % entre 40 et 49 ans et 12,6 % plus de 50 ans. Dans l'usine, 87,6 % des ouvriers étrangers ont un niveau d'éducation en deçà du primaire, 8,7 % de niveau primaire (contre 37,5 % pour les Français), et 3,7 % de niveau secondaire (62,4 % pour les Français). Les classifications des emplois occupés reflètent également ces écarts : alors que 96 % des Marocains ont un coefficient⁽⁴⁾ entre 160 et 190, celui de 86 % des ouvriers français est situé entre 180 et 255. Pour résumer, le groupe ouvrier de Poissy est très massivement masculin (il compte 4 % de femmes) et peu qualifié ; résultat d'une politique de recrutement menée depuis le début des années 1960, la part des étrangers y est deux fois plus importante que dans l'ensemble du secteur automobile. Les trois quarts (73 %) d'entre eux ont une ancienneté de plus de dix ans. Le travail à la chaîne ou sur des postes pénibles est leur lot commun. Concentrée sur les ouvriers professionnels et hautement qualifiés, la formation des salariés au sein de l'entreprise renforce cette situation. De fait, elle exclut la plupart des ouvriers étrangers, qui sont nombreux à être analphabètes aussi bien en français que dans leur langue maternelle. Un certain consensus entre la direction de l'entreprise, le gouvernement, voire parmi les rédacteurs du rapport sur la formation des OS, décrit les ouvriers immigrés comme un groupe vieillissant, donc incapable de s'adapter aux mutations en cours ; pourtant, une très forte majorité des OS a moins de 50 ans. Cette représentation commune va peser sur la façon de concevoir leur avenir, dans ou hors de l'entreprise. Les relations sociales présentent également des traits spécifiques. L'usine de Poissy est en effet depuis les années 1950 un fief du syndicalisme indépendant : la Confédération française du travail (CFT), qui prend le nom de Confédération des syndicats libres (CSL) en 1977 (LOUBET, HATZFELD, 2002), est à la fois un outil dans la lutte contre le syndicalisme considéré comme révolutionnaire,

(2) Les archives des cabinets ministériels ont été déposées au centre des archives contemporaines (CAC) de Pierrefitte, au centre des archives diplomatiques de Nantes ou dans les fonds rassemblés par Patrick Weil à la Fondation nationale de sciences politiques (FNSP/WE).

(3) *Travail et formation des ouvriers de fabrication de l'industrie automobile*, Rapport de la commission d'étude pour le développement de la formation des ouvriers spécialisés, 7 janvier - 12 octobre 1983, CAC, versement 19960442, art. 15, liasse 3.

(4) Les coefficients définissent la place de chaque salarié dans les grilles de classification des entreprises, et par conséquent leur salaire.

incarné par la CGT et la CFDT⁽⁵⁾, et un instrument d'intégration coercitive pour les salariés, en particulier les travailleurs immigrés. Pour ceux qui l'acceptent, la carte de la CSL permet de ne pas avoir d'ennui, d'être bien vu de ses supérieurs hiérarchiques, voire de bénéficier de certains avantages. L'usine reste pendant longtemps à l'écart des conflits sociaux, y compris en mai 1968. Cependant, elle n'échappe pas au cycle de conflits dans l'automobile qui débute en septembre 1981. L'ensemble des constructeurs et de très nombreuses usines, en province comme en région parisienne, sont alors touchés par des grèves et des débrayages de durées variables (RICHTER, LAURET, 1983). Si dans les usines Renault et Peugeot, les revendications des ouvriers portent essentiellement sur les salaires, les classifications ou l'organisation du travail, chez Citroën et chez Talbot, au printemps 1982, les grévistes réclament également davantage de liberté et le respect de leur dignité. Contre la mainmise de la CSL et les pratiques de la direction de l'entreprise, une grève de quatre semaines éclate en juin 1982, qui fait non seulement vaciller l'ordre patronal mais débouche également sur une syndicalisation massive des OS immigrés, surtout à la CGT et, dans une moindre mesure, à la CFDT. Parmi eux sont désignés des délégués de chaîne, 220 à la CGT, une soixantaine à la CFDT. Pendant un an, l'usine est le lieu d'un conflit latent et quasi permanent, notamment contre l'autoritarisme des petits chefs (LOUBET, HATZFELD, 2001 ; GAY, 2011)⁽⁶⁾. Les rapports de force électoraux s'en ressentent, puisqu'entre les élections qui précèdent la grève, en mai 1982, et celles qui la suivent en mars 1983, dans le premier collège (celui des ouvriers), la CSL passe de 50,7 à 34,7 %, la CGT de 29,3 à 42,3 %, la CFDT de 5,3 à 8,2 %, la Confédération autonome du travail (CAT) de 6,5 à 8,1 % tandis que FO réalise 3,7 %⁽⁷⁾. Cependant, les menaces sur l'emploi, qui s'accroissent au cours de l'année 1983, modifient le sens même de l'action des salariés.

Menaces sur l'emploi, menaces sur l'usine

Entre les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979, débuts symboliques d'une crise économique mondiale, et jusqu'aux années 1980, l'industrie automobile connaît une période d'importantes mutations tant en termes de rachats et de rapprochements entre groupes, que de nombre d'usines

et de salariés, ou encore d'organisation du travail (LOUBET, 2001). Ces années marquent la fin des recrutements massifs de main-d'œuvre et ouvrent la voie au développement de la sous-traitance et de l'intérim (BOUQUIN, 2006 ; GORGEU, MATHIEU, 2005). Le groupe PSA est au premier chef concerné par ces changements, puisqu'en quelques années, suite aux rachats de Citroën puis de Chrysler-Europe (anciennement Simca), il passe du statut de groupe industriel de taille moyenne à celui de premier groupe européen du secteur. Cependant, ces opérations n'ont pas lieu à un moment florissant. Citroën rencontre de grosses difficultés depuis la fin des années 1960 avec un effondrement de ses ventes, ce qui fait craindre un rachat par une entreprise étrangère ou une intervention de l'État ; si la situation se redresse dans la seconde moitié des années 1970, l'harmonisation entre Peugeot et Citroën revient cher et nécessite donc de réduire un certain nombre de coûts. Quant à Chrysler-Europe, son rachat est aussi lié à la peur de sa reprise par un constructeur étranger. Mais le groupe qui en résulte se compose de plus de 30 usines, de 220 000 salariés et produit 26 modèles (LOUBET, 1994) : le besoin de réaliser des économies d'échelle et de coordonner les différentes activités se fait d'autant plus pressant. Une diminution du nombre de salariés, plus ou moins importante selon les usines, est désormais d'actualité ; différents dispositifs permettent sa mise en œuvre : fin des embauches, non-remplacement des départs, prêts de salariés à d'autres entreprises, départs volontaires, préretraites, aides au départ pour les ouvriers immigrés, usage important du chômage technique.

Le début des années 1980 se caractérise par un effondrement de la production et des problèmes de productivité qui affectent la compétitivité de PSA. À l'usine Talbot de Poissy, la baisse de la production est plus importante que dans l'ensemble du groupe ; elle est de 30 % entre 1979 et 1980, avec 31 jours chômés cette année-là, puis 59 en 1981. Malgré une légère reprise en 1982, le début de l'année 1983 montre à nouveau des signes inquiétants : 25 jours sont ainsi chômés au premier semestre. Face à ces difficultés, la direction de PSA cherche à s'adapter à un marché au ralenti en réduisant en priorité les coûts de fabrication et, partant, la masse salariale. La menace d'un dépôt de bilan de Talbot que fait peser Jacques Calvet, président-directeur général de PSA (LOUBET, HATZFELD, 2001) est prise au sérieux tant par le gouvernement⁽⁸⁾ que par la CGT. Le 12 juillet 1983 est donc annoncé un plan massif de suppressions d'emplois : Talbot doit en perdre 4 140⁽⁹⁾.

(5) CGT : Confédération générale du travail. CFDT : Confédération française démocratique du travail.

(6) Un mouvement similaire, et pour des causes semblables, a lieu quelques semaines auparavant dans l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois.

(7) Néanmoins, sur l'ensemble des collèges, la CSL reste majoritaire avec 38,7 %, contre 36 % à la CGT et 8,9 % à la CFDT.

(8) Entretien, réalisé en avril 2013, avec René Cessieux, conseiller technique auprès du Premier ministre entre 1981 et 1984.

(9) « Emploi : les grosses charrettes de Talbot-Peugeot-Citroën », *Libération*, 13 juillet 1983.

Si plusieurs usines automobiles ont été ou vont être touchées par des réductions drastiques d'effectifs, l'impact de ces plans de licenciements diffère selon les histoires sociales et syndicales et les caractéristiques sociologiques des entreprises. À l'usine de Talbot-Poissy se conjuguent plusieurs difficultés : une restructuration industrielle, une crise commerciale marquée par une baisse de la production et un début d'automatisation. De plus, le profil des salariés concernés par les sureffectifs favorise, chez différents observateurs, l'idée selon laquelle ils ne seraient pas adaptés aux transformations de l'appareil productif. Dès lors, se pose la question d'un traitement social des licenciements prenant en compte les particularités sociologiques de ces ouvriers. Suite aux décisions de PSA, les analyses et orientations des deux principaux syndicats qui vont s'opposer aux licenciements, CGT et CFDT, divergent. La CFDT souhaite poser le problème de l'avenir de l'ensemble de la branche automobile, estimant que c'est à ce niveau que des alternatives aux destructions d'emplois peuvent être trouvées. En particulier, elle défend une réduction du temps de travail à l'échelle européenne, en lien avec la campagne des syndicats allemands sur ce thème. Elle plaide également pour une action de reclassement sur les bassins d'emplois des usines concernées. Elle émet des doutes sur les évaluations économiques de PSA, sans nécessairement remettre en cause la notion de sureffectifs⁽¹⁰⁾. La lutte contre les licenciements à Poissy s'inscrit donc dans un cadre plus large, celui d'une campagne pour la réduction du temps de travail⁽¹¹⁾. Les analyses de la CGT insistent beaucoup plus sur la nécessité de sauver Talbot alors que le groupe PSA menacerait de fermer l'usine. Tout en n'évacuant pas la question de la réduction du temps de travail, la CGT exige d'abord le maintien de la marque, l'élargissement des productions (pour les gammes en cours comme pour les nouveaux modèles), la réorganisation des réseaux commerciaux, de nouveaux investissements et une formation professionnelle qui permettrait aux ouvriers de s'adapter aux mutations du travail⁽¹²⁾. Il s'agit donc d'articuler une valorisation des atouts de Poissy à une dénonciation de la stratégie industrielle de PSA dont Talbot ferait les frais depuis 1978⁽¹³⁾. Au-delà des revendications, le discours cégétiste trahit une vraie crainte de voir fermer l'usine, sentiment partagé par une partie des salariés, qui va peser dans l'appréciation des événements ultérieurs.

La grève : pour l'emploi, pour l'industrie, ou pour l'avenir des OS immigrés ?

Plusieurs séquences se succèdent ou se superposent à partir de juillet 1983. Entre l'annonce des licenciements en juillet et le mois de décembre, le plan social et les propositions de l'entreprise se précisent, puis une grève commence, au cours de laquelle apparaît la revendication d'aide au retour des travailleurs immigrés.

Lors du comité d'entreprise du 21 juillet 1983, la direction détaille comment seront ventilées les suppressions d'emplois : 1 235 mises en préretraite, avec l'aide du Fonds national pour l'emploi (FNE) et 2 905 licenciements qui concernent uniquement les ouvriers de production. Après le rejet de ses premières moutures de plan social, PSA réitère sa demande de licenciements le 21 novembre, assortie de nouvelles propositions, parmi lesquelles l'assurance que le site de Poissy sera sauvé. L'idée de « faciliter la réinsertion du personnel immigré volontaire pour le retour dans son pays d'origine⁽¹⁴⁾ » figure dès le mois de juillet dans le plan social présenté par la direction, et elle est de nouveau présente en septembre. Cependant, les suggestions relatives aux travailleurs immigrés se limitent au cadre fixé par l'accord franco-algérien de 1980⁽¹⁵⁾, et à des possibilités de congés sans solde, même si ne sont pas exclues d'éventuelles opérations menées avec l'Office national d'immigration⁽¹⁶⁾.

Entre juillet et décembre, un certain attentisme règne parmi les salariés, suspendus à des décisions qui se prennent en dehors de l'usine et échappent largement aux délégués de base qui forment l'ossature des organisations syndicales. Quatre heures de débrayage ont lieu le 24 novembre, et la CGT demande l'intervention du gouvernement dans le dossier ; elle met l'accent sur le fait que toutes les catégories de personnels sont concernées, « de l'OS à l'ingénieur⁽¹⁷⁾ », évoque les interrogations des professionnels et des techniciens, et appelle la clientèle à se joindre aux salariés. Face aux risques pesant sur l'avenir du site de Poissy, la CGT cherche

(10) « Déclaration de la CFDT au CCE du 9 septembre 1983 », Archives interfédérales CFDT, versement 1B440.

(11) Tract CFDT-Talbot, 3 janvier 1984, *idem*.

(12) « Talbot vivra à Poissy », tract, 4 p. de la CGT Talbot, juin 1983, Archives URIF-CGT, versement 49J568.

(13) « Déclaration de la CGT au CCE du 9 septembre 1983 », Archives URIF-CGT, versement 49J568.

(14) « Plan social présenté au CCE du 21 juillet 1983 », Archives interfédérales CFDT, versement 1B440.

(15) Les échanges de lettres franco-algériennes du 18 septembre 1980 consacrées au retour en Algérie des travailleurs algériens et de leur famille fixent un accord qui court jusqu'au 31 décembre 1983 et comporte un volet sur l'aide financière au retour des Algériens, accompagnée d'une aide à la formation.

(16) « Intervention de M. Collaine, président du CCE », au CCE du 9 septembre 1983, *op. cit.*

(17) « Pour assurer votre emploi et avec un salaire décent, débrayez massivement le jeudi 24 novembre », tract du syndicat CGT Talbot, 24 novembre 1983, Archives URIF-CGT, versement 49J568.

à rassembler tous les salariés autour de la défense de l'emploi, faisant l'impasse sur la réalité des catégories visées par les licenciements. Suite au maintien des 2 905 licenciements, la CGT, puis la CFDT, proposent aux salariés de débiter une grève reconductible le 7 décembre.

Une grève et 1 905 licenciements

Contrairement au conflit de 1982 où de violents affrontements avaient marqué les premières heures de la grève, cette fois la mobilisation démarre calmement, et la production du B3, l'atelier d'assemblage, déjà central lors de la grève de 1982, est rapidement arrêtée. La désunion syndicale est déjà forte, et les mots d'ordre relativement différents entre la CGT et la CFDT, sans que cela n'entame pour autant la dynamique de l'occupation. Les propositions de la CFDT, minoritaire⁽¹⁸⁾, sur la nécessité de manifester en dehors de l'usine ou d'élire des comités d'atelier pour contrôler et organiser la lutte rencontrent peu d'écho⁽¹⁹⁾, la CGT ne laissant de plus que peu d'espace.

La première séquence de la grève se déroule entre le 7 et le 17 décembre. Parallèlement, le gouvernement, en la personne de Pierre Bérégovoy, ministre des Affaires sociales, et de Jack Ralite, ministre délégué chargé de l'Emploi, reçoit Jacques Calvet, puis la CGT, le 14 décembre. Celle-ci manifeste plutôt une certaine satisfaction au sortir de cette rencontre, le gouvernement s'étant voulu rassurant sur la question qui est au cœur du discours cégétiste : le maintien du site de Poissy. L'accord sur la construction à Poissy de la future C28 semble augurer de possibles négociations sur « la réduction du temps de travail, l'avancée de l'âge de la retraite pour les travailleurs sur chaîne, le développement de la formation, le recyclage⁽²⁰⁾ ». La question des licenciements n'est pas au cœur des revendications cégétistes, tandis que la CFDT défend le mot d'ordre « zéro licenciement⁽²¹⁾ ». Outre les revendications, la dissension syndicale porte également sur les formes de la lutte des salariés. La CFDT regrette en effet la façon dont est mené le début de la grève, héritage selon elle des pratiques en usage pendant la période d'hégémonie CFT-CSL, marquée par de

« fortes tendances à la délégation⁽²²⁾ », qui privent les grévistes de la possibilité d'influer sur le cours du conflit.

Le 17 décembre constitue un premier tournant dans la grève. Les négociations entre PSA et le gouvernement aboutissent à un accord, qui diminue le nombre de licenciements de 2 905 à 1 905, et offre certaines garanties aux licenciés : toute entreprise embauchant un licencié de Talbot touchera 20 000 F, chaque licencié pourra obtenir une réduction de 20 000 F sur l'achat d'un véhicule Peugeot en cas de création d'entreprise, et une formation sera mise en œuvre, pour 100 salariés au sein de l'entreprise, pour 1 300 en dehors, avec maintien du salaire pendant neuf à douze mois ; de plus, 500 reclassements sont prévus. La fédération CFDT de la métallurgie reconnaît là une première avancée tandis que le syndicat du site appelle à poursuivre la grève pour la suppression des 1 905 licenciements restants⁽²³⁾. L'appréciation de la CGT est encore plus positive : « des solutions sont aujourd'hui avancées qui permettent aux travailleurs de ne pas aller au chômage [...]. Des 2 905 licenciements annoncés initialement, le chiffre a chuté de 1 000. Pour les 1 905 restants, la négociation doit s'ouvrir dans les prochaines heures sur notamment des stages de formation professionnelle de longue durée, des reclassements avec des contrats à durée indéterminée. Ce qui est acquis, c'est qu'aucun travailleur de Talbot n'ira pointer à l'ANPE, ne sera au chômage. C'est un acquis d'importance⁽²⁴⁾. » Le syndicat CGT de Talbot appelle donc à l'ouverture de négociations avec la direction de l'usine. Invitant les salariés à prendre en compte la nouvelle situation ouverte par l'accord PSA-gouvernement, la CGT n'évoque pas la poursuite de la grève⁽²⁵⁾.

Si l'écart entre les positions des deux syndicats ne semble pas toujours très important, les conséquences que chacun en tire sont notables et les divergences plus ou moins latentes s'exacerbent alors. Se confrontent deux visions des restructurations et de la gestion des sureffectifs à Talbot. Pour la direction de la CGT, la peur du dépôt de bilan a des effets sur l'appréciation de l'accord entre PSA et le gouvernement : il s'agit d'abord d'en atténuer les conséquences et de proposer des solutions aux salariés, y compris en dehors de l'entreprise. Mais dans l'usine, ceux qui, parmi les salariés sont des victimes potentielles

(18) La section CFDT de Talbot est par ailleurs animée par des militants opposés à la ligne confédérale d'Edmond Maire, qu'ils jugent trop conciliante à l'égard du pouvoir socialiste ; cependant, le soutien de la confédération à sa section lors du conflit donnera lieu à une prise de distance entre le parti socialiste et la CFDT.

(19) « L'effet Talbot ou les raisons profondes d'un conflit », *doc. cit.*

(20) « Courrier fédéral n° 767, 23 décembre 1983, spécial Talbot, Fédération de la Métallurgie CGT », Archives URIF-CGT, versement 49J568. La CGT n'exclut donc pas que les salariés de Talbot puissent se recycler dans une autre usine, avec une formation à laquelle pourrait contribuer Talbot.

(21) « Les travailleurs le crient : non aux licenciements », tract CFDT Talbot, 21 décembre 1983, Archives interfédérales CFDT, versement 1B440.

(22) « Contre PSA, nous voulons peser sur les décisions gouvernementales », interview de J.-P. Noual, secrétaire de la section CFDT, *Rouge*, 16 décembre 1983.

(23) « Nous sommes sur la bonne voie... accentuons notre pression ! », tract CFDT Talbot, 18 décembre 1983, Archives interfédérales CFDT, versement 1B440.

(24) Conférence de presse fédération de la métallurgie et syndicat Talbot CGT, 18 décembre 1983, Archives URIF-CGT, versement 49J568.

(25) « Pour une juste appréciation », tract CGT Talbot-Poissy, 19 décembre 1983, Archives syndicat CGT PSA Poissy.

des licenciements (voir encadré), ont peu d'espoir pour leur avenir professionnel hors de Talbot. La montée du chômage et la désindustrialisation offrent de maigres perspectives à des ouvriers spécialisés immigrés, peu formés, parfois illettrés, qui manifestent souvent une peur de l'avenir et un attachement à leur entreprise⁽²⁶⁾. Les discours gouvernementaux ou syndicaux sur leur formation et leur reconversion paraissent donc en décalage avec l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent de se projeter dans un avenir professionnel.

Encadré

Qui sont les licenciés ?

Les licenciés sont, pour 64 %, des agents de production. Les autres se répartissent entre magasiniers, ouvriers de travaux divers, peintres, contrôleurs, personnels de restaurant, etc. Il y a parmi eux 20 % de Français (dont une majorité vient des départements et territoires d'outre-mer), 40 % de Marocains, 11 % de Sénégalais, 7 % d'Algériens⁽¹⁾. Par ailleurs, les critères de licenciements semblent arbitraires et ne correspondent pas à ceux fixés par l'administration ; sont ainsi concernés des travailleurs arrêtés pour accident ou maladie, ou des salariés handicapés ou âgés de plus de 50 ans⁽²⁾. Enfin, 50 délégués de chaînes de la CGT et 15 de la CFDT figurent parmi les licenciés⁽³⁾.

(1) « Courrier de l'adjoint au directeur de l'ANPE au président du FAS », 9 janvier 1984, Archives FNSP/WE/32. Le Fonds d'action sociale (Fas) destiné à l'origine aux travailleurs musulmans d'Algérie en métropole et à leur famille, a été créé en 1958 lors du plan de Constantine. Chargé à l'origine de mener une action sociale en direction des migrants algériens pendant la guerre d'Algérie – il finance notamment la Sonacotra à ses débuts –, il étend ensuite ses prérogatives à tous les migrants. L'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé) créée en 2006 en est l'héritière.

(2) « L'effet Talbot... », *doc. cit.*

(3) Richter D. (1984), « Entre fracture et recomposition du champ social », *Alternative syndicale*, n° 2, février.

L'aide au retour et le déplacement des enjeux du conflit

Un second tournant, qui reste relativement minoré dans les chronologies respectives que font les syndicats des événements, déplace en partie les enjeux du conflit. Le 23 décembre, quatre ouvriers immigrés, délégués de la CGT, organisent une conférence de presse au cours de laquelle ils réclament, face au blocage de la situation, une prime de retour dans leur pays de 204 000 F⁽²⁷⁾ ; ce chiffre corres-

pond à une évaluation des coûts d'un travailleur immigré sortant de l'emploi, soit 80 000 F pour une année de formation (maintien du salaire et coûts de formation), 61 000 F d'allocation-chômage pendant un an après la formation, 45 000 F d'allocations familiales pendant trente mois et 18 000 F d'aide au logement. Après la première fêlure consécutive à l'accord du 17 décembre, et l'incompréhension de la stratégie de la CGT par certains, cette conférence de presse apparaît comme un second moment de cassure qui met en lumière des différenciations sociales, nationales ou politiques au sein du groupe ouvrier et du syndicalisme. Le rapport aux licenciements et au conflit n'est pas le même chez les délégués de chaîne, d'une part, et chez les permanents syndicaux, d'autre part, qui participent aux négociations en dehors de l'usine ; en outre, le discours cégétiste qui cherche à rassembler de l'OS à l'ingénieur muselle, aux yeux de certains ouvriers, une parole spécifique dont ils s'estiment porteurs et qui n'est ni réductible ni soluble dans un groupe salarié qui ferait fi des différenciations et des clivages. Leur rhétorique insiste donc sur la « nécessité d'exposer le problème de l'immigré par l'immigré à travers les médias⁽²⁸⁾ », et c'est en tant qu'immigrés qu'ils veulent se faire entendre. Ils ne s'adressent pas à l'entreprise mais à la France qui, après s'être enrichie grâce à eux, doit leur assurer une « réinsertion dans la dignité⁽²⁹⁾ ». Alors que la dignité, centrale dans la grève de 1982, appelait à une égalité de traitement avec l'ensemble des travailleurs de France, s'opère à ce moment un déplacement de sens, la dignité étant mobilisée en vue d'un avenir hors de l'usine et hors de France. Cependant, ce n'est pas la première fois que l'aide au retour est évoquée depuis le début de la grève. Elle est mentionnée les jours précédents dans des témoignages recueillis par des journalistes⁽³⁰⁾, mais aussi par le ministre délégué à l'Emploi⁽³¹⁾, voire la CGT⁽³²⁾. Mais ce qui est inédit ici est l'expression publique, dans le conflit, d'une voix non autorisée, en dehors de tout appareil syndical, dont la seule revendication est l'aide au retour, hors de toute perspective de formation ou de reclassement. Il s'agit certes là d'un élément latent mais sa manifestation lors d'une conférence de presse en modifie la portée et reconfigure en partie le conflit. En effet, le fait qu'une parole revendiquée comme immigrée trouve une voie pour s'exprimer brouille les contours du groupe mobilisé ; les syndicalistes, incarnant les travailleurs dans leur ensemble, ne sont désormais plus les seuls à prendre publiquement la

(28) « Talbot : "La génération usée" demande son compte », *Libération*, 26 décembre 1983.

(29) Texte manuscrit de la conférence de presse, *doc. cit.*

(30) « Talbot-Poissy, la nuit la plus longue », *Libération*, 19 décembre 1983.

(31) « Talbot : Ralite prêt à aider les licenciés qui souhaitent réémigrer », *Libération*, 22 décembre 1983.

(32) « Talbot, discutez avec nous », *L'Humanité*, 20 décembre 1983.

(26) Cette dimension avait été relevée par le rapport *Travail et formation des ouvriers de fabrication de l'industrie automobile*, *doc. cit.*

(27) Voir le texte manuscrit de la conférence de presse du 23 décembre 1983, Centre des archives diplomatiques de Nantes, versement 558PO/1/322.

parole puisqu'un segment du groupe ouvrier, qui ne se définit pas seulement par sa position dans le travail, la prend à son tour. Cette parole profane témoigne de l'existence d'intérêts divergents, sinon antagonistes, qui traversent le groupe ouvrier, à rebours des approches syndicales sur la nécessaire unité de classe. Une telle prise de position déplace donc en partie les enjeux du conflit. Elle oblige les différents protagonistes à prendre position, fait entrer en scène des acteurs qui y étaient jusque-là extérieurs, et en fait même apparaître de nouveaux. Ainsi, le groupe désigné comme «dissidents de la CGT» est l'objet d'un certain nombre d'attentions médiatiques, politiques et syndicales. Cette expression des travailleurs immigrés, ou qui se présente comme telle, recèle cependant un certain nombre de contradictions : alors que la revendication d'aide au retour peut passer pour un renoncement à la lutte pour l'emploi, et même à la lutte tout court, elle devient un motif de poursuite du combat, mais dans des termes distincts de ceux formulés par les directions syndicales – sauvegarde de l'entreprise pour la CGT, zéro licenciement pour la CFDT. La dissidence va au-delà d'un simple ressentiment vis-à-vis de la CGT ; elle témoigne d'une prise de distance avec des logiques syndicales qui seraient incapables de prendre en compte le devenir social des travailleurs immigrés, contrairement à la grève de 1982 où des intérêts en partie différents entre syndicalistes et OS immigrés avaient pu converger.

Les relations avec ce groupe de travailleurs immigrés deviennent donc un enjeu syndical, pour la poursuite de la grève ; quant au gouvernement et à l'entreprise, ils cherchent à faire émerger de nouveaux interlocuteurs susceptibles de représenter ceux qui, parmi les ouvriers, seraient concernés au premier chef par les licenciements. Enfin, la question d'une aide au retour peut ouvrir la voie à une négociation pour le départ d'une partie des ouvriers immigrés de l'industrie française.

Des stratégies syndicales fluctuantes

La prise de parole de travailleurs immigrés ne peut être réduite à cette demande d'aide au retour. Elle doit être située dans le contexte plus général du conflit et de l'usine de Poissy, au regard des modalités de mobilisation des ouvriers immigrés et des pratiques syndicales, ainsi que des formes d'encadrement. Ce qu'ils expriment au moment du conflit et dans les semaines qui suivent, interroge les approches qu'ont les syndicats de la lutte contre les licenciements ainsi que leur traitement de la question de l'immigration. Cette parole immigrée autonome devient un enjeu syndical, parce qu'elle incarne un groupe que chaque organisation cherche à capter.

La dissidence comme enjeu syndical

Après la conférence des «dissidents de la CGT», les tensions sont de plus en plus palpables, notamment entre la CGT et la CFDT. Si la première, dans l'usine, prétend toujours refuser les 1 905 licenciements, sa position est ambiguë sur la poursuite de la grève, tandis que la CFDT, en appelant à poursuivre l'occupation, semble recueillir l'assentiment d'une part importante des OS ; les journaux présentent d'ailleurs à plusieurs reprises une CFDT en train de damer le pion à la CGT⁽³³⁾, ce qui ne fait qu'exacerber la concurrence et les accusations réciproques. Une tentative de la direction pour faire reprendre par le personnel d'entretien le bâtiment occupé échoue, générant une montée de violence, suivie de l'expulsion des ouvriers de l'usine par les CRS le 31 décembre. Pour le gouvernement et la direction de Talbot, sinon pour certains syndicalistes, le conflit semble terminé : l'usine a été nettoyée et repeinte dès le 1^{er} janvier. Pourtant le 3 janvier, le B3 est réoccupé à l'appel de la CFDT, même si le nombre des grévistes présents tombe rapidement à environ 200⁽³⁴⁾. Les deux jours suivants, de très violentes bagarres éclatent dans l'usine : les occupants doivent affronter les agressions en règle de groupes de salariés, dirigés par la CSL, faisant de très nombreux blessés. Lorsqu'ils tentent de sortir, les grévistes sont accueillis par des slogans racistes et par la *Marseillaise*⁽³⁵⁾. Les anti-grévistes et la CSL sont ce jour-là secondés par des militants d'extrême droite du Parti des forces nouvelles⁽³⁶⁾ qui revendiquent avoir «aidé les militants de la CSL Poissy et de tout le groupe Peugeot venus de Sochaux, Aulnay, Nanterre, Rennes, Paris, etc. à entreprendre une vaste opération de nettoyage à l'usine de Poissy⁽³⁷⁾». Le niveau de violence incite la CGT et la CFDT à faire appel aux forces de l'ordre pour s'interposer entre les protagonistes et évacuer les ouvriers grévistes de l'usine. Le 5 janvier, l'occupation et la grève se terminent donc, tandis que la direction organise la reprise du travail sous contrôle policier.

Malgré la présence de syndicalistes lors de cette phase de la grève, la situation échappe largement au contrôle des organisations syndicales. Dans cette situation embrouillée, alors que les tensions

(33) Par exemple, «Talbot, l'OPA de la CFDT», *Le Matin*, 20 décembre 1983.

(34) «L'effet Talbot...», *doc. cit.*

(35) «Les douze heures de la violence», *Libération*, 6 janvier 1984.

(36) Né en 1974, le PFN est pendant une dizaine d'années un concurrent du Front national à l'extrême droite, tout en maintenant des liens avec la droite classique. Après l'élection de François Mitterrand, il mène des actions contre le nouveau gouvernement, et en particulier le Parti communiste, mais disparaît ensuite lorsque le Front national connaît ses premiers succès électoraux.

(37) «Poursuivons le nettoyage», tract PFN, distribué à Poissy le 5 janvier 1984, Archives interfédérales CFDT, versement 10B34.

entre CGT et CFDT et les accusations réciproques sont au plus fort, «qui parle ?» et «au nom de qui ?» sont des questions d'autant plus difficiles à résoudre ; la dissidence d'ailleurs est dénoncée par la CGT comme une invitation aux travailleurs immigrés à se battre seuls, voire à «s'organiser exclusivement entre eux⁽³⁸⁾». Les évolutions du conflit produisent des déplacements dans les positionnements syndicaux, des rapprochements et des éloignements, souvent instables et peu durables, qui se cristallisent en partie autour de ceux qui ont pris la parole au nom des immigrés. Suite à leur conférence de presse, ceux-ci agissent en effet indépendamment des structures syndicales tout en étant l'objet de leurs attentions. En rupture de ban avec la CGT, ils semblent opérer dans les derniers jours de la grève un rapprochement avec la CFDT ; celle-ci, qui dispose d'un noyau militant assez faible, espère avoir capté à travers ce rapprochement une partie de la base immigrée de l'usine, et peut annoncer fin janvier que «quelque 35 militants immigrés “dissidents CGT” ont rencontré à leur demande la section CFDT, la décision est prise : ils adhèrent à la CFDT. Parmi eux figurent les principaux leaders immigrés, notamment marocains⁽³⁹⁾». Ces espoirs seront finalement déçus. *A posteriori*, un militant de la CFDT estime que la confiance de son syndicat à ce moment-là n'était pas justifiée, les dissidents, ou certains d'entre eux, essayant «*de jouer une carte personnelle, [...] ils étaient complètement paumés dans tout ce truc, et ils voulaient être des porte-paroles, des notables. Et les mecs commençaient à perdre pied*⁽⁴⁰⁾». Dans le même temps, l'action des dissidents ne se limite pas à l'usine de Poissy : ils tissent ainsi des liens avec d'autres travailleurs immigrés mais aussi avec le collectif jeunes d'accueil de la marche pour l'égalité et contre le racisme qui s'est achevée à Paris le 3 décembre 1983, et avec lequel ils organisent une manifestation le 14 janvier⁽⁴¹⁾. Ce rapprochement scelle une alliance qui peut apparaître contradictoire entre des travailleurs immigrés qui revendiquent une aide au retour dans leur pays d'origine et des jeunes héritiers de l'immigration qui demandent l'égalité des droits en France. Cependant, il témoigne d'une tentative commune de porter une parole immigrée contre un racisme ambiant qui, d'après eux, s'emparait alors de la société française, et se traduisait d'un côté par les licenciements des OS, de l'autre, par les crimes racistes. Le fait pour ces travailleurs d'énoncer leurs propres solutions, en dehors

des revendications syndicales et des injonctions étatiques, notamment en fixant le montant de l'aide au retour, peut être compris comme leur volonté de décider de leur propre sort, au moins une fois dans leur vie. Mais cela peut aussi passer pour une intériorisation de l'inéluctabilité du rejet par la société française, que les violences des derniers jours de la grève signifiaient radicalement.

Pendant quelques semaines, les dissidents de la CGT se trouvent donc dans une position militante inédite, instable, pendant laquelle ils agissent de leur propre chef, à une certaine distance des consignes syndicales. Mais par la suite, certains d'entre eux poursuivent une carrière syndicale en adhérant à Force ouvrière. Si les sources ne permettent pas de détailler cette évolution, une série d'indices et de témoignages laisse penser qu'elle a été rendue possible par différents acteurs, parmi lesquels André Bergeron, secrétaire général de la confédération FO⁽⁴²⁾, la direction de Talbot⁽⁴³⁾ ou l'ambassade du Maroc en France⁽⁴⁴⁾, qui suit de près les conflits de l'automobile où sont impliqués les travailleurs marocains et qui, depuis juin 1982, exerce des pressions pour que ses ressortissants quittent la CGT⁽⁴⁵⁾.

La dissidence met donc en branle des processus qui échappent aux syndicalistes de la CGT dès lors qu'ils ne parviennent plus à organiser le conflit. En dénonçant des manœuvres de division, ils expriment aussi un réel sentiment de gâchis par rapport à ce qui avait commencé à se construire syndicalement depuis le début des années 1980, et au capital symbolique accumulé par la CGT. Le 3 janvier, Nora Tréhel, secrétaire de la CGT Talbot,

(42) Entretien avec M'Hammed Mharam, réalisé en février 2011. Cet ancien OS et délégué de la CGT fait partie des dissidents qui passent à FO. Au sein de ce syndicat, mais en changeant d'entreprise, il poursuit une carrière syndicale jusqu'à siéger au comité central européen de l'entreprise qui l'emploie.

(43) Entretiens avec Nora Tréhel et Abdallah Fraiguy, respectivement secrétaire et délégué de la CGT Poissy, réalisés en février et mai 2011.

(44) «De la CGT à FO : la conversion des brebis égarées», *Le Canard enchaîné*, 7 mars 1984.

(45) Note manuscrite d'une réunion de l'Association des travailleurs marocains de France, non datée, février ou mars 1984, Archives du syndicat CGT PSA Poissy. Depuis le milieu des années 1970, des travailleurs marocains immigrés en France qui s'engagent dans le syndicalisme sont arrêtés lors de leur retour au Maroc ; c'est le cas notamment d'un ouvrier de Talbot-Poissy en 1977 (entretien réalisé en octobre 2010 avec Driss Lafdil). Pendant et après les grèves de 1982, le consulat marocain intervient, *via* les amicales de Marocains en France ou d'autres associations, auprès de travailleurs marocains de l'automobile pour les appeler à ne pas rejoindre les syndicats ; il convoque également les syndicalistes pour leur enjoindre à ne pas s'occuper de politique. Pour le cas de Citroën, voir la note des Renseignements généraux, «Des recommandations de l'ambassade du Maroc à ses ressortissants employés à l'usine de Citroën-Aulnay», 30 novembre 1982, Archives CAC, versement 19960134/8.

(38) «La CGT à tous les travailleurs immigrés», communiqué de la confédération CGT, 29 décembre 1983.

(39) «Circulaire de la FGM aux unions Métaux», 26 janvier 1984, Archives interfédérales CFDT, versement 10B34.

(40) Entretien avec Michel Beaugeois, ouvrier professionnel et syndicaliste CFDT, réalisé en mars 2013.

(41) «Beurs et immigrés de Talbot défilent coude à coude», *Libération*, 14 et 15 janvier 1984.

tout en défendant l'aide au retour pour ceux qui le souhaitent, insiste en effet sur l'état de division du mouvement :

« Et parmi nous qui luttons, c'est la division. On se bagarre... mais maintenant ce n'est plus sur les mêmes motifs. C'est au plus offrant... à cause des surenchères. On en rajoute au fur et à mesure. Tantôt c'est non aux licenciements, tantôt c'est oui aux licenciements avec les droits estimés à 20 millions de francs. Faudrait savoir ce que nous voulons au juste⁽⁴⁶⁾. »

L'attitude des « dissidents » fait aussi preuve, pour les syndicalistes, d'un profond manque de reconnaissance vis-à-vis de la CGT qui les a défendus pendant tant d'années⁽⁴⁷⁾. Un sentiment de trahison s'ancre dans un discours où la CGT est victime d'une opération, d'un complot qui vise à déstabiliser la seule réelle opposition au patronat et à la CSL⁽⁴⁸⁾.

L'attitude des organisations syndicales vis-à-vis de la demande d'aide au retour est liée tant à la pertinence de la revendication elle-même, qu'à la façon dont elle est portée, et par qui. Aucun syndicat n'en exprime un rejet total, mais des nuances existent entre leurs positions ; surtout, alors que la CFDT espère capter la parole dissidente à travers son engagement dans la grève et face aux tergiversations de la CGT, cette dernière, surprise, dénonce les dissidents. Mais finalement, l'aide au retour est acceptée, à défaut d'être défendue avec allant, par les organisations syndicales.

L'aide au retour, une revendication syndicale ?

En 1983, le principe d'une aide au retour des immigrés n'est pas chose nouvelle en France. En 1977, Lionel Stoléro, secrétaire d'État chargé des Travailleurs manuels et immigrés, avait déjà mis en place une telle aide ; celle-ci avait alors été critiquée et combattue par les associations de soutien aux immigrés, les partis de gauche et les syndicats, la CGT y voyant une « duperie⁽⁴⁹⁾ ». Le nouveau gouvernement l'a annulée d'ailleurs,

dès 1981⁽⁵⁰⁾. Talbot a, de son côté, mis précédemment en œuvre des « opérations concertées d'aide au retour », supprimées en 1982, qui ont conduit au départ de 629 travailleurs⁽⁵¹⁾. Malgré cela, « un certain nombre d'entreprises (publiques et privées) accordent de manière plus ou moins occulte des "primes au départ" qui sont parfois des aides au retour⁽⁵²⁾ », oscillant entre 60 000 et 200 000 F.

Parmi les organisations syndicales, les positions divergent. Force ouvrière estime, dès août 1983, qu'au vu de l'énorme difficulté des salariés immigrés à retrouver des emplois durables, les pouvoirs publics doivent les aider à satisfaire leur désir de retour dans leurs pays d'origine par divers dispositifs, parmi lesquels une aide financière⁽⁵³⁾. La CSL propose, lors de son congrès de novembre 1983, la création d'un « carnet social de départ » pour « tous les volontaires et notamment les chômeurs immigrés⁽⁵⁴⁾ ». Pour la CGT et la CFDT, la question des aides au retour n'est pas si évidente. Le souvenir des mesures de Lionel Stoléro est encore frais, et il n'est pas question de cautionner un dispositif similaire. Cependant, cette revendication est peu à peu reprise, mais sous des formes qui révèlent le malaise que suscite l'aide au retour parmi les syndicats. La CGT de Talbot et l'union locale de Poissy proposent que « sur la base du volontariat, [les travailleurs] se prononcent soit pour une formation, une reconversion ou pour le retour au pays, avec des indemnités substantielles⁽⁵⁵⁾ ». Bien qu'affichant un refus des « licenciements arbitraires⁽⁵⁶⁾ », les syndicats cherchent désormais à trouver des solutions individuelles pour les licenciés et à répondre à leurs aspirations personnelles, telles que le retour avec un pécule⁽⁵⁷⁾. La CGT revendique même le fait d'avoir été la première à porter cette demande auprès des pouvoirs publics⁽⁵⁸⁾. Cependant, la fédération de la métallurgie comme la confédération se montrent

(50) Arrêté du 25 novembre 1981.

(51) « Note relative aux opérations concertées d'aide au retour, notamment avec l'entreprise Talbot (1980-1981) », Direction de la population et des migrations, 16 janvier 1984, Archives FNSP/WE/32. À côté des primes de licenciement d'un montant de 10 000 F, les immigrés qui acceptaient de partir avaient le choix entre une prime de 20 000 F, une prime de 16 000 F accompagnée d'une formation de trois mois, ou une formation de neuf mois.

(52) « Note sur l'aide au retour des salariés licenciés de Talbot », Direction de la population et des migrations, 22 décembre 1983, Archives FNSP/WE/32.

(53) « Problème Talbot : constat, réflexion et revendications du syndicat Force ouvrière des métallurgistes de Poissy, section Peugeot Talbot Poissy et de l'union départementale Force ouvrière des Yvelines », 22 août 1983, Archives interfédérales CFDT, versement 1B440.

(54) *Tract. Mensuel d'information de la CSL*, n° 62, février 1984.

(55) Tract UL CGT Poissy et syndicat CGT Talbot, 24 décembre 1983, Archives URIF-CGT, versement 49J568.

(56) *Idem*.

(57) « Déclaration CGT Talbot », 27 décembre 1983, Archives URIF-CGT, versement 49J568.

(58) « Peugeot ça suffit », *doc. cit.*

(46) « Discours de Nora Tréhel, 3 janvier 1984, dans le bâtiment B3 de Talbot-Poissy », Archives URIF-CGT, versement 49J575.

(47) Voir par exemple les reproches adressés à un dissident dans un courrier interne : « Lettre du secrétariat du syndicat CGT Talbot à Mohamed Chougrani », 26 janvier 1984, Archives du syndicat CGT PSA Poissy.

(48) Dans le récit du conflit par la CGT, il est fait mention de « quatre syndiqués CGT en liaison avec le journal *Libération* [qui] organisent une conférence de presse pour mettre en cause les dirigeants de leur syndicat. Certains moyens d'information interviennent directement dans le conflit. Un véritable complot contre la CGT se dessine » (« Peugeot ça suffit », tract confédéral CGT, 4 p., janvier ou février 1984, Archives URIF-CGT, versement 49J568).

(49) « Renvoi massif des immigrés : la CGT se dresse contre cette politique absurde, inique et dangereuse », *Le Peuple*, n° 1018, 15-31 juillet 1977.

plus réservées et indiquent que l'aide au retour n'est pas une revendication nationale de la CGT⁽⁵⁹⁾. Bien que défendant une autre orientation dans le conflit, la CFDT est interpellée également par la demande d'aide au retour. Un de ses responsables et animateur de la grève y voit un effet direct du conflit :

« Quand ça s'est posé, ça a été véritablement une contre-réaction au conflit lui-même [...]; ceux qui étaient impliqués ne voyaient pas d'issue, ils voyaient très bien qu'on allait vers un échec et y'avait cette espèce de réaction qui était : on veut plus de nous, donc on n'a pas d'autre solution que de s'en aller, mais il faut qu'on parte avec ce qui nous est dû. [...] Mais c'était essentiellement une réaction de colère. [...] On a été percuté, on a été obligé de voir comment on l'intégrait ou on l'intégrait pas. La question s'est posée de manière interne, parce qu'y compris y'avait un certain nombre de militants CFDT qui commençaient à s'en faire l'écho. On a essayé de gérer pour montrer que ce type d'approches, on n'y était pas opposé si c'était vraiment le choix des gens, mais on faisait remarquer que les sommes demandées étaient incompatibles avec les marges de manœuvre des entreprises, que c'était une illusion et que c'était pas une revendication syndicale⁽⁶⁰⁾. »

La CFDT situe également cette revendication dans un contexte plus général d'inquiétudes des immigrés liées non seulement aux diminutions d'effectifs dans l'industrie, à la montée de la violence et du racisme, mais aussi à « la dénonciation de l'intégrisme chiite par plusieurs ministres au moment des conflits de l'automobile début 1983, [les] succès électoraux de l'extrême droite sur le thème de l'immigration, [qui] ont renforcé l'idée d'une cohabitation quasi impossible⁽⁶¹⁾ ». Le syndicat estime qu'une telle demande risque d'isoler les ouvriers de Talbot et compromet toute possibilité d'unification pour une lutte en faveur de la réduction du temps de travail. En ce sens, elle n'est pas syndicale, mais s'impose aux syndicats qui s'y rallient, tout en proposant, dans le cas de la CFDT, que les retours soient basés sur le volontariat et ne s'adressent pas seulement aux licenciés. Par ailleurs, le syndicat souligne une autre dimension de l'aide au retour ; à travers la fixation par les travailleurs eux-mêmes des montants qu'ils estiment leur être dus,

« les ouvriers expriment ce qu'ils mettent derrière les droits acquis ; ils ne sont pas prêts à accepter des discussions de “marchands de tapis” sur des montants insuffisants. En ce sens, le rapport de force nécessaire pour obtenir satisfaction sur les revendications du

retour, ne sera pas négligeable, car nul doute que les pouvoirs publics hésiteront à aller très loin pour ne pas créer des précédents dont voudraient se saisir tous les travailleurs – Français comme immigrés – pour quitter une entreprise en cas de compression d'effectifs⁽⁶²⁾ ».

Le syndicat met le doigt ici sur deux aspects importants. Qui décide du montant permettant de quitter l'entreprise et la France, et sur quels critères ? Les primes au départ volontaire des entreprises, si elles peuvent concerner l'ensemble des salariés de l'industrie, ne représentent-elles pas un risque d'impasse financière auquel le gouvernement refusera de faire face ?

Dans les deux syndicats, l'expression formelle d'un refus de principe de l'aide au retour, cohabite donc avec une acceptation de la mesure, du fait de la demande et des impasses du conflit et, plus largement, du contexte socio-économique. Cependant, l'aide au retour ne fait pas consensus chez tous les ouvriers immigrés, y compris les syndicalistes. Pour certains, « il faut tenir compte du désir. Chez Talbot, les travailleurs ne veulent pas devenir les “chômeurs de 81” avec 1 000 F par mois pour vivre. Si le gouvernement de gauche propose une prime, ce n'est pas après qu'on l'aura⁽⁶³⁾ ». Mais le principe de distinction et de division qui organise l'aide au retour, continue de poser problème, peut-être même plus fortement pour les délégués marocains. *A posteriori*, certains font plutôt preuve de méfiance, voire d'un rejet de la mesure, et racontent avoir incité des volontaires à l'aide au retour à retirer leurs demandes⁽⁶⁴⁾. C'est ainsi qu'un des plus anciens délégués immigrés⁽⁶⁵⁾ de la CGT s'élève contre l'aide au retour qu'il assimile à un marchandage de sa dignité. Ce faisant, il répond directement aux dissidents et à la CFDT, et questionne le sens et la pertinence d'une parole revendiquée comme immigrée⁽⁶⁶⁾. Dénonçant toute tentative de création d'un syndicat immigré, et donc tout ce qu'il perçoit comme particulariste, il voit derrière la parole immigrée une dévaluation du statut de travailleur : « Quand j'entends au micro de la CFDT, certains dire “Moi, je parle comme immigré”, ça me fait bondir. Ça veut dire quoi ? Qu'un immigré n'a pas les moyens intellectuels d'être responsable syndical à part entière ? Quand je m'exprime, c'est comme responsable syndical de la CGT et avec tout ce que

(59) « Lettre d'André Sainjon à M. Mauroy », 8 janvier 1984, Archives URIF-CGT, versement 49J568.

(60) Entretien réalisé en mai 2010 avec Daniel Richter, ingénieur à Renault Flins, secrétaire de la fédération CFDT de la métallurgie de la vallée de la Seine et de l'Oise au moment du conflit. À ce titre, il anime le conflit aux côtés des militants CFDT de l'usine de Poissy.

(61) « Les enjeux d'un conflit », tract de la CFDT Talbot, 3 janvier 1984, Archives interfédérales CFDT, versement 1B440.

(62) « Les enjeux d'un conflit », *doc. cit.*

(63) « Quelques réflexions après la réunion du 7 février 1984 à la fédération CGT de la métallurgie », Secrétariat national CGT immigration, 15 février 1984, Archives Institut d'histoire sociale-CGT, versement 105CFD32.

(64) Entretien, réalisé en mars 2013, avec Yadih Baddouh, ouvrier spécialisé et délégué CGT au moment du conflit.

(65) Il a adhéré à la CGT en 1972.

(66) Cette tension entre parole ouvrière et parole immigrée dans les grèves existe dès les années 1970, voire avant (PITTI, 2001).

je suis⁽⁶⁷⁾. » Après dix-sept ans passés dans l'usine, il estime avoir conquis le droit de parler en tant que travailleur, alors que la demande d'aide au retour le ramènerait au seul statut d'immigré. Il y oppose le droit à la formation qui démontrerait la capacité des travailleurs immigrés à évoluer, le retour marquant l'inéluctabilité de leur sortie du groupe ouvrier.

Malgré des orientations différentes face au conflit et aux licenciements, les deux syndicats finissent donc par adopter des positions relativement proches, qui consistent à accepter des aides au retour pour les volontaires ; mais le volontariat, dans un contexte de crise et de restructurations, est une notion ambiguë, qui individualise les situations, tandis que la lutte pour l'emploi permettait de répondre collectivement aux licenciements. Cette rhétorique du volontariat et du choix individuel se trouve également au cœur des réflexions et des discours gouvernementaux.

Une voie de sortie partielle pour le gouvernement

Talbot est le premier conflit d'ampleur contre des licenciements que le gouvernement d'union de la gauche doit traiter. S'appuyant sur la demande d'aide au retour, il doit dans le même temps répondre à des attentes contradictoires. La création d'un nouveau dispositif à partir du cas de Talbot pose ensuite de nouvelles questions.

Agir face à la demande d'aide au retour

Les dispositifs pour faire face aux licenciements collectifs sont encore balbutiants en 1983. La solution la plus souvent préconisée est la mise en place de préretraites financées par le Fonds national pour l'emploi⁽⁶⁸⁾. Entre 1974 et 1983, plus de deux millions de salariés, hors sidérurgie, en ont bénéficié (CORNILLEAU *et al.*, 1990). L'aide au retour, qui sera finalement baptisée aide à la réinsertion⁽⁶⁹⁾, peut permettre de compléter la palette de ces dispositifs pour les entreprises employant de nombreux travailleurs immigrés. Le gouvernement se saisit donc de la demande de certains ouvriers de Talbot pour faire de nouvelles propositions. Les ouvriers qui ont organisé la conférence de presse du 23 décembre sont reçus au secrétariat d'État chargé de la Famille, de la Population et des Travailleurs immigrés, afin que soient mieux cernées leurs doléances. La peur de licenciements futurs est prégnante ; l'enjeu est de trouver rapidement des solutions individuelles

avant que la situation n'empire, alors que l'âge de ces travailleurs leur permet d'envisager une seconde carrière professionnelle et que « le temps qui passe réduit les chances de réintégration au pays⁽⁷⁰⁾ ». Le gouvernement y voit là « un élément nouveau, dont il est souhaitable de tirer le meilleur parti », pour répondre « à une demande – aussi fugace risque-t-elle d'être », et signifier aux pays d'origine que « la demande ne provient pas seulement de la France, mais de leurs propres émigrés aussi⁽⁷¹⁾ ». Il s'agit alors, à partir de projets très vagues de « faire émerger des projets concrets », d'« inciter les intéressés à les faire connaître, notamment auprès des gouvernements de leurs pays⁽⁷²⁾ ». L'aide au retour est donc pensée et présentée comme un élément dans la négociation, d'abord vis-à-vis des pays d'origine qui rechignent à voir revenir leurs ressortissants, et vis-à-vis des syndicats et de l'entreprise à qui l'on peut proposer une solution moins violente que des licenciements secs ou d'hypothétiques reclassements. À partir du cas de Talbot, le gouvernement envisage donc de mettre en œuvre un nouveau dispositif ; les propositions à faire aux salariés de Talbot sont déterminantes car elles fixeront le minimum qui pourra être accordé dans les cas ultérieurs de licenciements de travailleurs immigrés⁽⁷³⁾. Le sort des licenciés de Talbot n'est pas envisagé comme un cas isolé, mais comme un précédent sur lequel bâtir un dispositif permettant d'envisager le départ de l'industrie française de 20 000 immigrés. Les échanges au sein du gouvernement concernent également l'affichage et la communication qui doivent accompagner les nouvelles mesures. Où en effet situer l'aide à la réinsertion ? Relève-t-elle des politiques d'immigration ou des politiques industrielles et d'emploi ? Comment peut-elle être intégrée aux orientations en matière d'immigration, redéfinies depuis août 1983 dans un sens plus restrictif ? Comment marquer une rupture avec l'aide au retour de Lionel Stoléro ? De plus, l'aide à la réinsertion doit répondre à des attentes contradictoires : celles des pays d'origine ; celles des « communautés immigrées » demandeuses d'une politique d'insertion et qui refusent une aide assimilable à « la formule "Mohamed prends ta valise !" »⁽⁷⁴⁾ ; et enfin, celles d'une opinion publique française, perçue *a priori* comme hostile aux immigrés, si ce n'est xénophobe. Afin d'éviter de nourrir

(70) Note d'Élizabeth Lion à Georgina Dufoix, ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, 6 janvier 1984, Centre des archives diplomatiques de Nantes, 558PO1/322.

(71) Note confidentielle d'Alain Gillette, directeur de cabinet au secrétariat d'État chargé de la Famille, de la Population et des Travailleurs immigrés, 6 janvier 1984, archives FNSP/WE/32.

(72) Note d'Élizabeth Lion à Georgina Dufoix, *doc. cit.*

(73) Note confidentielle d'Alain Gillette, *doc. cit.*

(74) Note sur l'aide à la réinsertion dans les pays d'origine, secrétariat d'État chargé de la Famille, de la Population et des Travailleurs immigrés, 13 janvier 1984, Archives FNSP/WE/32. « Mohamed prends ta valise » fait référence à l'aide au retour instaurée par Lionel Stoléro, assimilée souvent par ses critiques à une expulsion déguisée.

(67) Tract spécial de la fédération métallurgie CGT, « Ma dignité n'est pas à vendre », interview d'Abdallah Fraiguy, janvier 1984, Archives URIF-CGT, versement 49J568.

(68) Entretien avec René Cessieux.

(69) Sur les enjeux sémantiques et politiques des expressions « aide au retour » et « aide à la réinsertion » au sein du gouvernement, voir l'interview de Georgina Dufoix, *Le Monde*, 19 janvier 1984.

tout sentiment de rejet, le gouvernement n'entend pas proposer l'aide à la réinsertion comme une réponse directe aux restructurations industrielles afin d'éviter qu'elle soit assimilée à l'idée de «retour-débarras» qu'il faut à tout prix éviter⁽⁷⁵⁾. En revanche, la présenter conjointement à la création du titre de séjour de dix ans est le signe d'une politique équilibrée susceptible de répondre aux attentes jugées «partiellement contradictoires» de franges de l'opinion publique française et d'une opinion publique immigrée⁽⁷⁶⁾.

Les prémisses d'un nouveau dispositif d'aide à la réinsertion

Depuis le début de l'année 1983, le gouvernement estime que sa politique d'immigration est une des orientations les moins bien perçues par l'opinion (WEIL, 1995) et opère une réorientation en la matière qui intègre un volet sur la réinsertion dans les pays d'origine dans le cadre d'une coopération Nord-Sud⁽⁷⁷⁾. Un groupe de travail interministériel est créé, présidé par Paul-Marc Henry, ancien ambassadeur, qui insiste sur «le caractère souple et novateur des solutions à inventer⁽⁷⁸⁾», tout en reconnaissant l'échec des procédures antérieures et l'ignorance des pouvoirs publics sur ce qu'il convient de faire. De plus, les objectifs affichés de coopération avec les pays d'origine, censés marquer une différence avec les mesures du précédent gouvernement, butent sur les réticences de ces États à accueillir leurs ressortissants⁽⁷⁹⁾. Les licenciements de Talbot accélèrent un processus encore balbutiant, et des propositions plus précises font l'objet d'échanges au cours du conflit. Les conseillers ministériels édictent des principes généraux devant régir les aides au retour. Celles-ci doivent être versées à des volontaires, licenciés de leur entreprise et viser autant que possible une réinsertion professionnelle s'inscrivant dans une politique de coopération qui nécessite donc des accords bilatéraux et proscrit toute action publique unilatérale⁽⁸⁰⁾.

Au fur et à mesure que se précisent les propositions gouvernementales, de nouvelles interrogations surgissent, qui sont autant de signaux des problèmes de cadrage politique dans l'élaboration du nouveau

dispositif. Quelle est la contrepartie de l'aide accordée par l'État ? Tout en favorisant la réinsertion des travailleurs immigrés, il s'agit aussi de réduire leur présence sur le territoire français. La remise des titres de séjour et de travail aux autorités françaises semble alors la «contrepartie "logique" de l'octroi d'une aide publique spécifique»⁽⁸¹⁾. Mais elle nécessite soit des accords bilatéraux soit une loi ; les premiers permettent d'impliquer les pays concernés mais sont susceptibles d'essuyer un éventuel veto de leur part, sans compter que le processus a toutes les chances d'être assez lent ; la loi est plus rapide mais n'autorise pas à cibler certaines nationalités, et appelle un débat public que le gouvernement souhaite éviter. L'autre possibilité est de créer un «droit du retour au retour», qui reconnaît la possibilité d'un échec de la réinsertion et n'exige donc pas des travailleurs immigrés qu'ils rendent leurs titres de séjour et de travail ; elle se démarque du «retour-débarras» de l'ère Stoléru et rend ainsi la mesure «comestible politiquement aux yeux de la gauche et crédible aux yeux des immigrés⁽⁸²⁾». Comparée aux mesures du gouvernement précédent, la nouvelle mesure ne doit donc pas heurter les sentiments antiracistes de la gauche, tout en étant suffisamment incitative aux yeux des premiers concernés. À qui doit s'adresser l'aide à la réinsertion ? Si le projet est d'abord une réponse au sort des licenciés de Talbot, son élargissement doit faciliter la gestion d'autres restructurations d'entreprises employant des étrangers. Faut-il alors l'accorder seulement aux licenciés ou à tous les travailleurs étrangers réguliers qui en feraient la demande ? Certes, cela renforcerait le caractère volontaire des demandes d'aide, l'éloignerait du «retour-débarras» et permettrait de traiter les situations à froid, contrairement au cas de Talbot ; cependant, son coût ainsi que les réactions de l'opinion française n'incitent pas à emprunter cette voie. Quel doit être le sort des ayants droit ? L'objectif est de s'assurer du départ et du non-retour des immigrés licenciés ; pour autant, le sort de leurs conjoint et enfants est tout aussi important, puisque si le conjoint reste en France, l'immigré ayant bénéficié d'une aide au retour pourrait de nouveau demander à venir en France en faisant valoir le rapprochement familial. Faut-il alors privilégier «la contrainte ou simplement l'incitation⁽⁸³⁾» par majoration de l'aide ? Enfin, suite aux premiers échanges avec les gouvernements des pays d'origine, les accords bilatéraux, dont la nécessité est énoncée en 1983, se révèlent être une question particulièrement épineuse. Le gouvernement français se voit donc dans l'obligation d'édicter ses propres règles malgré les réticences, une base unilatérale pouvant être un premier pas «en vue d'obtenir des bases bilatérales⁽⁸⁴⁾».

(75) Note de René Cessieux, conseiller technique auprès du Premier ministre, et Gilles Johanet, chargé de mission auprès du Premier ministre, adressée à Alain Gillette, 13 février 1984, Archives FNSP/WE/32.

(76) Note de Gilles Johanet, chargé de mission du Premier ministre, 26 mars 1984, Archives FNSP/WE/32.

(77) «Lutte contre l'immigration illégale et insertion des populations immigrées», communication de Madame Georgina Dufoix au Conseil des ministres, 31 août 1983, Archives FNSP/WE/17.

(78) Compte rendu de la première réunion du groupe interministériel permanent de coordination en faveur de la réinsertion, 10 novembre 1983, Archives FNSP/WE/32.

(79) *Idem*.

(80) «Note confidentielle du directeur de cabinet du secrétariat d'État chargé de la Famille, de la Population et des Travailleurs immigrés», 26 décembre 1983, Archives FNSP/WE/32.

(81) *Idem*.

(82) «Note sur l'aide au retour» de Gilles Johanet, chargé de mission auprès du Premier ministre, 3 février 1984, Archives FNSP/WE/32.

(83) *Idem*.

(84) Note d'Élizabeth Lion à Georgina Dufoix, 29 février 1984, Archives FNSP/WE/32.

Finalement, une démarche en deux temps est adoptée : un dispositif temporaire, dédié aux licenciés de Talbot uniquement, est mis en place. Il servira par la suite de base à la mesure qui sera destinée aux cas de restructurations où des salariés immigrés sont concernés. Le dispositif Talbot s'articule autour d'une aide de 20 000 F au titre de l'entreprise, d'un versement de 20 000 F par les Assedic, et d'une aide de 17 000 à 20 000 F conditionnée par le retrait des titres de séjour et de travail et financée par les budgets destinés à la formation des licenciés de Talbot⁽⁸⁵⁾. Parmi ces derniers, dans un premier temps, une minorité choisit de demander une aide à la réinsertion ; ils sont ainsi seulement 202, six mois après les licenciements⁽⁸⁶⁾ ; par la suite leur nombre augmente, à la surprise des syndicalistes qui n'imaginaient pas que la mesure puisse intéresser beaucoup de salariés⁽⁸⁷⁾. Le dispositif d'ensemble est quant à lui défini de la manière suivante⁽⁸⁸⁾ : le salarié licencié doit être en possession de titres de séjour et de travail, avoir été licencié depuis moins de six mois et avoir été salarié d'une entreprise ayant passé une convention avec l'Office national d'immigration (ONI). Il ne doit pas être ressortissant d'un pays de la Communauté économique européenne (CEE) ou en cours d'adhésion à cette dernière, et doit repartir avec son conjoint. Enfin, il doit élaborer un projet de réinsertion professionnelle, validé par l'ONI. L'aide en elle-même consiste en un versement de 20 000 F de la part de l'État, accompagné d'une aide au déménagement, en un versement par les Assedic, et en une aide de l'entreprise au moins égale à celle de l'État. En moyenne, un bénéficiaire touche 90 000 F⁽⁸⁹⁾. Le dispositif évoluera ensuite tout au long des années 1980, notamment de façon à inclure les chômeurs de plus longue durée, l'année 1985 marquant un pic des retours, avec le départ de 32 898 personnes.

*

* *

La grève de 1983-1984 doit être replacée dans le contexte du cycle de luttes des OS de l'automobile qui débute en 1981 et se termine au milieu de l'année 1984, au moment des licenciements chez Citroën. Des phases distinctes se succèdent. Jusqu'au début

de l'année 1983, les conflits sont offensifs, les ouvriers revendiquant des augmentations salariales, l'amélioration des conditions de travail, des libertés syndicales et le respect de leur dignité. Dans les usines Citroën et Talbot, les grèves de 1982 semblaient ainsi avoir constitué une voie d'intégration dans la vie sociale et syndicale française. Un an et demi plus tard pourtant, une partie des grévistes, d'origine immigrée, revendique une aide pour quitter leur entreprise et la France. Un tel revirement questionne les conditions du conflit antérieur à Talbot, qui profite d'une configuration particulière rendant possible une grève victorieuse. Par contre, dès que le maintien des emplois semble perdu, l'aide au retour devient un recours. Les revendications pour l'emploi, puis pour le retour alternent, se percutent, voire entrent en concurrence, mais c'est seulement quand la lutte pour l'emploi s'épuise que la demande de retour prend toute sa force et conduit à un repositionnement des acteurs – syndicalistes, OS immigrés, direction de l'entreprise, gouvernement. Enjeu de lutte ou élément de division pour certains syndicalistes, elle finit pourtant par dessiner une forme de consensus qui s'appuie sur les notions de choix et de volontariat. Ce consensus est cependant ambigu dans la mesure où il pose la question de la légitimité des travailleurs immigrés en France, alors que ceux qui font de l'immigration un problème en appellent également au retour des immigrés dans leur pays⁽⁹⁰⁾. La notion de choix dans le contexte du début des années 1980 dissimule mal le fait que le retour est un produit de la pensée d'État qui fonde la légitimité de la présence immigrée en France sur la condition de travailleur (SAYAD, 2006). Les immigrés eux-mêmes, ou du moins une partie d'entre eux, partagent cette conception, dont le retour est une composante essentielle, de même que les organisations syndicales dès qu'elles ne parviennent plus à défendre l'emploi.

Par ailleurs, alors que les mesures d'aide à la réinsertion concernent un segment particulier du salariat, elles constituent également l'une des nombreuses modalités de prise en charge par l'État de la socialisation des coûts des restructurations industrielles. Depuis le milieu des années 1970, et plus encore avec l'aggravation de la crise, les gouvernements successifs ont poursuivi dans cette voie, incitant d'autant plus les entreprises à procéder à des licenciements économiques alors que le retrait de l'activité de certaines catégories de travailleurs est facilité (COLIN *et al.*, 1981) ; les coûts de la politique de l'emploi en sont d'autant augmentés, passant, entre 1973 et 1988, de 0,9 % à 3,5 % du PIB⁽⁹¹⁾ (CORNILLEAU *et al.*, 1990). Les mesures

(85) « Relevé de décisions de la réunion interministérielle du 2 janvier 1984 », Archives FNSP/WE/32.

(86) « Liste des personnels licenciés par Talbot début 1984 ayant déposé un pré-dossier de réinsertion », 19 juin 1984, CAC, versement 19940732/2.

(87) Jean-Pierre Noual, secrétaire de la CFDT Talbot, avoue s'être trompé et constate que l'aide au retour, « ça marche ». Voir « Le vertigineux succès de l'aide au retour », *Le Matin*, 25 juin 1985.

(88) Décret du 27 avril 1984 et loi du 17 juillet 1984.

(89) Note de Christian Nguyen, conseiller technique auprès du ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, à Charles-Henri Filippi, directeur de cabinet de Georgina Dufoix, 20 août 1984, Archives FNSP/WE/32.

(90) « Le retour, une arme à double tranchant », entretien avec Ahsene Zehraoui, *Libération*, 14 et 15 janvier 1984.

(91) On entend ici par dépenses pour l'emploi, l'indemnisation du chômage, les préretraites et la formation professionnelle des adultes occupés.

d'âge ont été particulièrement utilisées dans l'automobile pour réduire l'effectif permanent tout au long des années 1980 et 1990 ; celles relatives aux travailleurs immigrés obéissent à la même logique car elles évitent une partie des licenciements secs tout en diminuant le nombre d'emplois stables.

D'autres aspects nécessiteraient d'être approfondis pour saisir l'ensemble des dimensions de ce conflit, qui, des ateliers aux plus hauts sommets de l'État, a eu des incidences sur plusieurs échelles ; ainsi, c'est chaque champ (politique, syndical, industriel, *etc.*) qui mériterait d'être scruté à différents niveaux. Par exemple, les pratiques syndicales des délégués immigrés dans les ateliers entrent ici nettement en tension avec celles de leurs dirigeants ; au vu de leurs positions sociales respectives, quelle cohérence trouver entre ceux qui sont en grève et ceux qui négocient ? Cette question se pose aussi pour les directions d'entreprise tiraillées entre les responsables du groupe, d'une part, et ceux qui, dans les usines, sont confrontés au conflit, d'autre part. Le champ politique local pourrait également faire l'objet d'une étude dans cette période tendue

au cours de laquelle les conflits du travail interrogent les changements des équilibres politiques, à Poissy particulièrement où, en 1983, le maire communiste, ancien secrétaire de la CGT de l'usine automobile, époux de la secrétaire en place, est battu par un élu du Rassemblement pour la République (RPR), ancien membre de la CSL. Sans envisager de causalité stricte entre ce qui se déroule dans ces différents champs, on peut questionner leur porosité et la façon dont les acteurs sont affectés.

Enfin, ce conflit ne peut être appréhendé en dehors du contexte politique. Les premiers succès du Front national et la campagne des élections municipales de 1983 témoignent de la montée en puissance de thèses xénophobes auprès de l'électorat, qui participe aux réorientations gouvernementales en matière de politique d'immigration, mais modifie aussi la perception de l'avenir des OS immigrés. Il est dès lors indispensable d'envisager les positions des salariés dans un contexte qui dépasse la seule situation économique des entreprises afin de saisir comment il travaille leur perception des enjeux et des opportunités.

Bibliographie

BENSA A., FASSIN E. (2002), « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, pp. 5-20.

BOUQUIN S. (2006), *La valse des écroulés : travail, capital et action collective dans l'industrie automobile*, Paris, Syllepse.

COLIN J.-F., GROS J.-C., VERDIER E., WELCOMME D. (1981), « Politiques d'emploi : la rupture de 1977, éléments pour une analyse critique des politiques spécifiques d'emploi (1974-1980) », *Travail et emploi*, n° 10, pp. 9-22.

CORNILLEAU G., MARIONI P., ROGUET B. (1990), « Quinze ans de politique de l'emploi », *Revue de l'OFCE*, n° 31, pp. 91-120.

GAY V. (2011), *De la dignité à l'invisibilité : les OS immigrés dans les grèves de Citroën et Talbot, 1982-1984*, Mémoire de master 2, Paris, EHESS.

GORGEU A., MATHIEU R. (2005), « Les restructurations industrielles : une fatalité du marché ? Le cas de la filière automobile en France », *Revue de l'Ires*, n° 47, Spécial « Restructurations, nouveaux enjeux », pp. 37-58.

LOUBET J.-L. (1994), « PSA Peugeot-Citroën, 1973-1992. Histoire d'un groupe automobile dans les années de crise », *Actes du Gerpisa*, n° 10.

LOUBET J.-L. (2001), *Histoire de l'automobile française*, Paris, Seuil.

LOUBET J.-L., HATZFELD N. (2001), *Les sept vies de Poissy : une aventure industrielle*, Paris, ETAI.

LOUBET J.-L., HATZFELD N. (2002), « Poissy : de la CGT à la CFT, histoire d'une usine atypique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 73, pp. 67-81.

PITTI L. (2001), « Grèves ouvrières versus luttes de l'immigration : une controverse entre historiens », *Ethnologie française*, vol. XXXVII, n° 2, pp. 465-476.

PITTI L. (2002), *Ouvriers algériens à Renault-Billancourt de la guerre d'Algérie aux grèves d'OS des années 1970. Contribution à l'histoire sociale et politique des ouvriers étrangers en France*, Thèse de doctorat d'histoire, Université Paris-VIII.

RICHTER D., LAURET F. (1983), « Dix-huit mois de conflits à la chaîne », *Travail*, n° spécial, pp. 8-34.

SAYAD A. (2006), *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité, tome I : L'illusion du provisoire*, Paris, Raisons d'agir.

WEIL P. (1995), *La France et ses étrangers : l'aventure d'une politique de l'immigration de 1938 à nos jours*, Paris, Gallimard.